

portant la mention “ membre de la famille d'un citoyen de l'Union ”, en application de l'article [L. 233-5](#) du même code ;

10° La carte de séjour temporaire portant la mention “ travailleur temporaire ”, délivrée en application de l'article [L. 421-3](#) du même code ou le visa de long séjour valant titre de séjour mentionné au 8° de l'article R. 431-16 du même code, lorsque le contrat de travail, conclu avec un employeur établi en France, a été rompu avant son terme, du fait de l'employeur, pour un motif qui lui est imputable ou pour un cas de force majeure ;

11° Le titulaire de la carte de séjour temporaire “ recherche d'emploi ou création d'entreprise ” délivrée en application de l'article [L. 422-10](#) ou [L. 422-14](#) du même code ou le visa de long séjour valant titre de séjour portant la même mention, mentionné au 14° de l'article R. 431-16 du même code ;

12° La carte de séjour temporaire ou pluriannuelle portant la mention “ étudiant ” ou “ étudiant-programme de mobilité ”, délivrée en application des articles [L. 422-1](#), [L. 422-2](#), [L. 422-5](#), [L. 422-6](#) et [L. 433-4](#) du même code ainsi que le visa de long séjour valant titre de séjour portant la mention “ étudiant ” ou “ étudiant-programme de mobilité ” mentionné au 13° de l'article R. 431-16 du même code, bénéficiant d'une autorisation de travail en application du 1° du II de l'article R 5221-3 du présent code, lorsque son contrat de travail, en rapport avec son cursus universitaire, a été rompu à l'initiative de son employeur ou pour force majeure ;

13° La carte de séjour pluriannuelle portant la mention “ bénéficiaire de la protection subsidiaire ” ou la mention “ membre de la famille d'un bénéficiaire de la protection subsidiaire ”, mentionnée à l'article [L. 424-9](#) et [L. 424-11](#) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

14° La carte de séjour pluriannuelle portant la mention “ bénéficiaire du statut d'apatride ” ou la mention “ membre de la famille d'un bénéficiaire du statut d'apatride ”, mentionnée à l'article [L. 424-18](#) et [L. 424-19](#) du même code ;

15° L'autorisation provisoire de séjour portant la mention “ autorise son titulaire à travailler ” ;

16° L'autorisation provisoire de séjour délivrée en application de l'article [L. 425-4](#) du même code ;

17° Le récépissé de première demande de titre de séjour portant la mention “ autorise son titulaire à travailler ” ;

18° Le récépissé de renouvellement de titre de séjour portant la mention “ autorise son titulaire à travailler ” ;

19° L'attestation de décision favorable portant la mention “ autorise son titulaire à travailler ” ;

20° L'attestation de prolongation portant la mention “ autorise son titulaire à travailler ”.

#### Conseil d'Etat

- > Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2023-06-12, 463398 [ [ECLI:FR:CECHR:2023:463398.20230612](#) ]
- > Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2023-03-01, 455880 [ [ECLI:FR:CECHR:2023:455880.20230301](#) ]
- > Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2023-03-01, 456329 [ [ECLI:FR:CECHR:2023:456329.20230301](#) ]
- > Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2023-03-01, 459364 [ [ECLI:FR:CECHR:2023:459364.20230301](#) ]

#### service-public.fr

- > Chômage : inscription à Pôle emploi : Inscription sur la liste des demandeurs d'emploi des travailleurs étrangers
- > Quel justificatif fournir pour s'inscrire à Pôle emploi ? : Inscription sur la liste des demandeurs d'emploi

## Chapitre IV : Dispositions pénales

R. 5224-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

 [Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas s'assurer de l'existence de l'autorisation de travail ou de ne pas accomplir une déclaration nominative de l'étranger, en méconnaissance des dispositions des articles [L. 5221-8](#) et [L. 5221-9](#), est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe.